

# La sous-alimentation dans les régions

## Asie et Pacifique

La région Asie et Pacifique représente 68 pour cent de la population des pays en développement et 64 pour cent de la population sous-alimentée de ceux-ci. Le taux de sous-alimentation – soit 16 pour cent de la population totale – n'est inférieur qu'à celui de l'Afrique parmi les régions des pays en développement.

Entre 1990-92 et 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées dans la région a reculé de 570 millions à 524 mil-

lions et le taux de sous-alimentation est tombé de 20 à 16 pour cent. Tous les pays, à l'exception de la République populaire démocratique de Corée<sup>10</sup> ont vu leur taux de sous-alimentation reculer, mais cette diminution n'a pas toujours été suffisante pour compenser la croissance démographique – seuls 9 des 17 pays de la région ont vu fléchir le nombre de leurs personnes sous-alimentées. Pour atteindre l'objectif du SMA pour 2015, il faut accélérer les progrès réalisés.

La baisse du nombre de personnes souffrant de la faim dans la région Asie et Pacifique était essentiellement le fait de la Chine, dont le nombre de personnes concernées est tombé de 194 à 150 millions. L'Inde a le plus grand nombre de personnes sous-alimentées du monde, 212 millions de personnes – soit une baisse minime par rapport au chiffre estimatif de 215 millions de personnes pour 1990-92. Le Bangladesh et le Pakistan, pays qui ont tous deux des taux élevés de sous-alimentation, représentent 15 pour cent de la population de la région souffrant de la faim, le Pakistan enregistrant une augmentation à la fois du taux et du chiffre en valeur absolue.

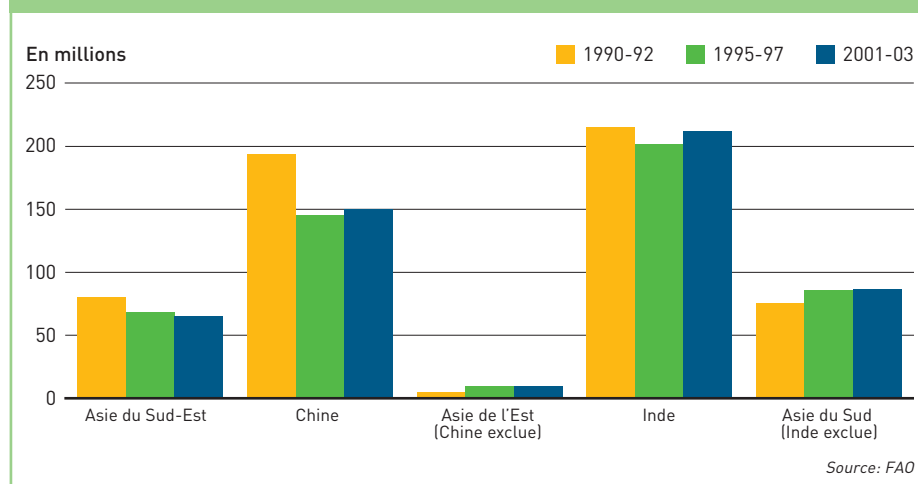
On trouvera à la Figure 15 une indication des progrès réalisés par les divers pays en matière de réalisation de l'objectif du SMA. Aucun pays de la région n'a atteint l'objectif. Deux États, le Myanmar et le Viet Nam, ont obtenu une baisse de plus de 25 pour cent du nombre de personnes sous-alimentées. En outre, le progrès le plus sensible en valeur relative a été obtenu par la Chine, la Thaïlande et l'Indonésie. La détérioration la plus grave de la sécurité alimentaire a été observée en République populaire démocratique de Corée, où le nombre de personnes sous-alimentées a plus que doublé, passant de 3,6 à 7,9 millions.

### Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

Dans la plupart des pays de la région, la majorité de la population – et la plupart des pauvres et des personnes souffrant de l'insécurité alimentaire – vit en milieu rural. Une économie rurale florissante est donc une condition préalable à la réduction de la sous-alimentation. La croissance de l'agriculture obtenue grâce à la productivité (augmentation des rendements) peut avoir

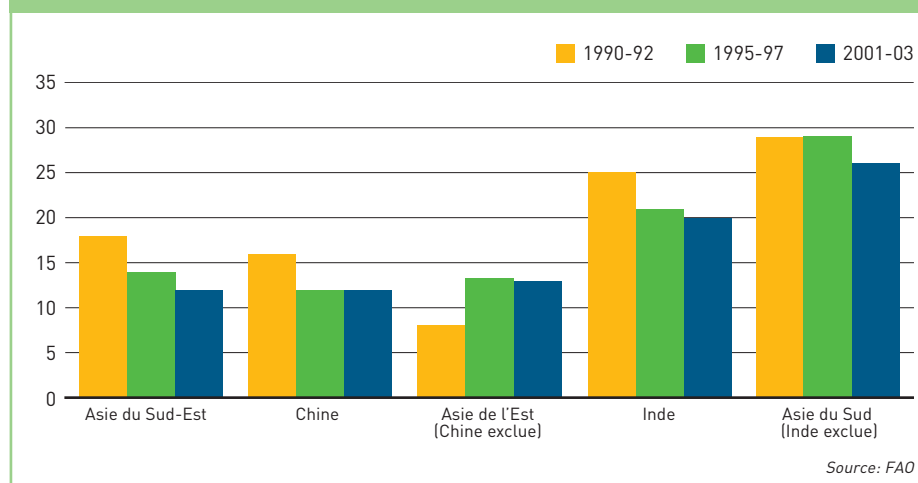
13

### Nombre de personnes sous-alimentées: Asie et Pacifique



14

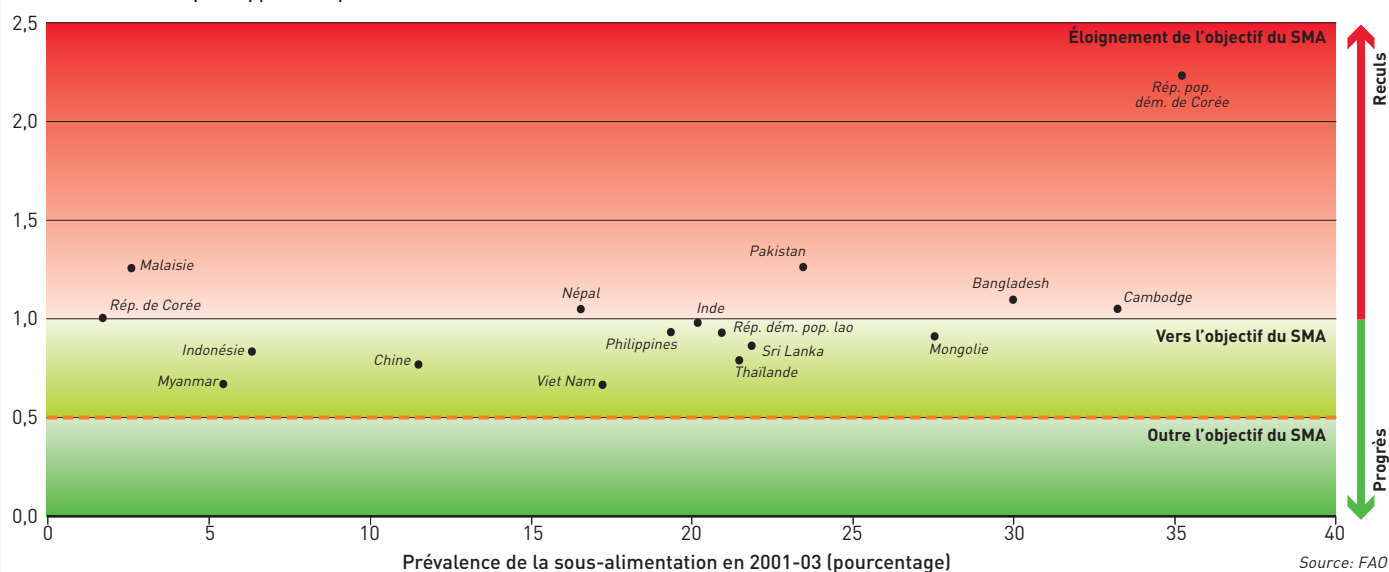
### Proportion de personnes sous-alimentées: Asie et Pacifique





## Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays de la région Asie et Pacifique

Ratio: chiffre actuel par rapport à la période de référence (2001-03/1990-92)



un effet très positif sur l'économie rurale non agricole en stimulant la demande de produits non agricoles de production locale et en maintenant les prix des aliments à un faible niveau. Accroître la productivité des petits agriculteurs est particulièrement important, car en tant que travailleurs ruraux, ces derniers tendent à utiliser le revenu sup-

plémentaire pour l'achat de vivres et de produits et services de base non agricoles venant des zones rurales. La croissance agricole donne donc naissance à un cercle vertueux dans lequel les activités agricoles et rurales se soutiennent mutuellement. Cette croissance peut contribuer puissamment à réduire le nombre des personnes sous-

alimentées, en particulier lorsque l'inégalité initiale des revenus n'est pas trop marquée et que la croissance démographique est modérée.

La Chine et le Viet Nam illustrent ce processus. Entre 1990-92 et 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées en Chine est tombé de 194 millions à 150 millions et le taux de sous-alimentation, de 16 à 12 pour cent. Cela a été obtenu grâce à une forte croissance économique et agricole – le PIB par habitant a progressé à un taux annuel moyen de 8 pour cent entre 1990 et 2003, tandis que le PIB agricole par habitant a augmenté de 2,5 pour cent et la production vivrière par habitant, de 5,4 pour cent l'an. En même temps, la croissance annuelle de la population n'était que de 1 pour cent.

En réalité, la baisse rapide de la faim et de la pauvreté en Chine avait commencé beaucoup plus tôt, avec deux réformes agricoles majeures en 1978, lorsque les familles avaient été autorisées à louer des terres aux exploita-

### L'insécurité alimentaire dans la République populaire démocratique de Corée

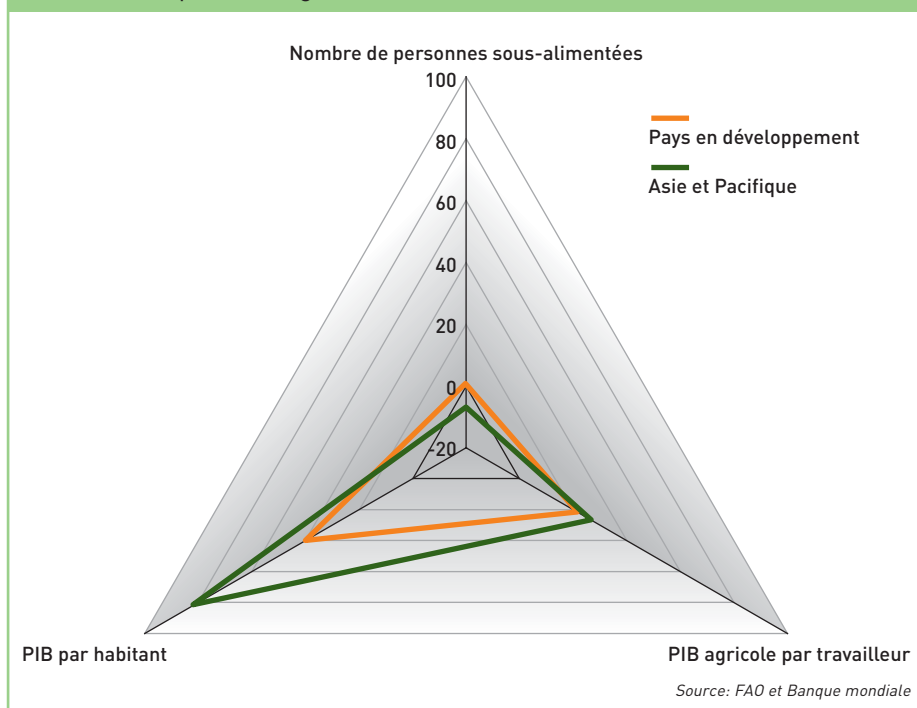
La République populaire démocratique de Corée a enregistré une forte augmentation à la fois du taux de sous-alimentation et du nombre de personnes souffrant de la faim pendant la période 1990-92 à 2001-03: le taux a doublé et le nombre absolu a plus que doublé (pour atteindre près de 8 millions de personnes). Il semble que la cause profonde soit à attribuer aux tendances négatives de la croissance économique. Faute de statistiques de la croissance du PIB, il est dif-

ficile d'évaluer l'ampleur du problème. Cependant, les données disponibles sur la production vivrière indiquent que cette variable par habitant a baissé à raison de 2,2 pour cent par an pendant cette période. En 2003, la plupart des 23 millions d'habitants du pays étaient tributaires des céréales reçues par l'intermédiaire du système de distribution de l'État.

# La sous-alimentation dans les régions

16

## Sous-alimentation, PIB par habitant et PIB agricole par travailleur (variation en pourcentage entre 1990-92 et 2001-03)



tions collectives et lorsque les prix d'achat d'État des céréales vivrières, des oléagineux et des porcs avaient été relevés<sup>11</sup>. La production et les recettes agricoles avaient alors progressé de façon spectaculaire, les revenus ruraux par habitant augmentant de 90 pour cent entre 1980 et 1985. Ensuite, les entreprises rurales non agricoles ont également commencé à se développer rapidement. En 2000, elles avaient absorbé près d'un quart de la main-d'œuvre rurale et représentaient quelque 30 pour cent du PIB national, tandis que les ménages ruraux tiraient près de 50 pour cent de leurs revenus de sources non agricoles<sup>12</sup>. Le nombre de pauvres de la Chine rurale est tombé de 490 millions en 1979 à quelque 90 millions en 2002 selon le critère du seuil de pauvreté de 1 dollar EU par jour de la Banque mondiale<sup>13</sup>. Le nombre de personnes sous-alimentées est tombé de 387 mil-

lions en 1969-71 au chiffre actuel de 150 millions.

Le taux de réduction de la faim enregistré en Chine s'est ralenti pendant la deuxième moitié des années 90<sup>14</sup>. Cela est imputable, du moins en partie, à la faiblesse des résultats économiques des zones rurales relativement isolées et défavorisées, où vivent la plupart des personnes souffrant encore de la faim. La plus grande partie de la production agricole est le fait de quelque 200 millions de très petites exploitations (0,65 ha ou moins)<sup>15</sup>. Les récentes mesures prises par le Gouvernement chinois pour relancer les zones rurales laissent présager que la réduction de la faim peut s'accélérer pendant la prochaine décennie.

Entre 1990-92 et 2001-03, le Viet Nam a ramené le taux de sous-alimentation de 31 à 17 pour cent et le nombre de personnes sous-alimentées de 21 à 14 mil-

lions. Comme en Chine, la réduction accélérée de la faim et de la pauvreté est à attribuer aux réformes de l'économie et de l'agriculture orientées vers le marché, qui ont été mises en œuvre dans les années 80. Un programme de réforme économique a octroyé aux agriculteurs le droit de contrôle sur la terre, leur a permis d'accroître les ventes sur le marché et a allégé la politique agricole fiscale. Comme dans le cas de la Chine, les moteurs de ce progrès ont été une forte croissance du PIB par habitant (5,7 pour cent/an entre 1990 et 2003) et du PIB agricole (2,5 pour cent/an) ainsi qu'une expansion rapide de la production vivrière. Un programme d'éradication de la pauvreté visant des investissements dans l'infrastructure rurale a également contribué à stimuler la production agricole et à favoriser la réduction de la faim. Le Viet Nam demeure un pays à faible revenu et il reste difficile de maintenir le rythme de la réduction de la faim.

Au Cambodge et en Inde, le nombre total de personnes sous-alimentées est resté pratiquement inchangé, malgré une forte croissance des revenus par habitant de 4 pour cent par an entre 1993 et 2003 au Cambodge et de 3,9 pour cent par an entre 1990 et 2003 en Inde. Cependant, les bons résultats économiques d'ensemble ont été répartis de manière inégale entre les secteurs et n'ont pas été soutenus par une forte croissance agricole; le PIB agricole par habitant a augmenté à un taux annuel de 0,7 pour cent seulement entre 1993 et 2003 au Cambodge et de 0,9 pour cent entre 1990 et 2003 en Inde<sup>16</sup>.



# Amérique latine et Caraïbes

Environ 6 pour cent des personnes sous-alimentées des pays en développement vivent en Amérique latine et aux Caraïbes ainsi que 11 pour cent de la population totale. Le taux de sous-alimentation de 10 pour cent de la population arrive au deuxième rang des taux les plus bas des régions en développement.

La région, qui a ramené le nombre de personnes sous-alimentées de 59 millions en 1990-92 à 52 millions en 2001-03, est en train de progresser vers la réalisation de l'objectif du SMA, bien qu'il soit nécessaire d'accélérer le rythme des progrès. Ceux-ci sont inégaux, principalement concentrés dans les sous-régions de l'Amérique du Sud et des Caraïbes. L'Amérique centrale, par ailleurs, a enregistré une tendance à la hausse, à la fois en valeur et en taux de sous-alimentation. Au Mexique<sup>17</sup>, le taux de sous-alimentation est resté stable à un niveau relativement faible, tandis que le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté.

La Figure 19 met en évidence l'écart important qui existe entre les pays en ce qui concerne les progrès faits en matière de réalisation de l'objectif du SMA. Quelques pays – Cuba, Guyana et Pérou – ont déjà atteint l'objectif tandis

## L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation est atteint au Pérou

L'insécurité alimentaire s'est dégradée pendant les années 70 et en particulier les années 80. Le taux de sous-alimentation a doublé, passant de 21 pour cent en 1969-71 à 42 pour cent en 1990-92. Dans les années 90, la tendance a été enfin inversée. Entre 1990-92 et 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées est tombé de 9,3 millions à 3,3 millions et le taux de sous-alimentation a été ramené de 42 à 12 pour cent de la population. L'amélioration de la sécurité alimentaire peut être attribuée notamment à la réduction de l'inflation. Entre 1990-92 et 2001-03, le PIB réel par habitant a progressé de 2,1 pour cent l'an, malgré l'échec provoqué par les bouleversements du marché financier mondial à la fin des années 90.

L'un des facteurs clés de la réussite a été une forte croissance agricole. Le Pérou a mis en œuvre des réformes du secteur agricole, notamment par une législation sur les transactions et les droits fonciers, qui a abouti à des améliorations de l'accès au crédit. La valeur ajoutée agricole par travailleur a augmenté de 4 pour cent par an entre 1990-92 et 2001-03.

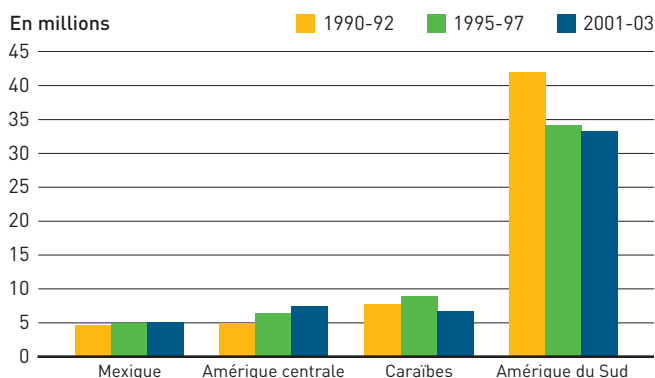
Néanmoins, la sous-alimentation et la pauvreté restent importantes. Le défi pour l'avenir consiste à maintenir le rythme des améliorations en matière de lutte contre la pauvreté et la faim et d'étendre les gains obtenus aux régions les plus pauvres du pays.

que le Chili et l'Uruguay en sont très proches. L'Équateur et la Jamaïque ont réduit le nombre de personnes sous-alimentées d'environ 25 pour cent. Le Brésil et le Suriname ont fait des progrès similaires. La plupart des pays d'Amérique du Sud ont progressé, mais une augmentation sensible de la faim a été enregistrée au Venezuela. Des

échecs ont également été observés pour la plupart des pays d'Amérique centrale, notamment le Guatemala et Panama. Haïti a obtenu une réduction du nombre des personnes sous-alimentées, mais le taux de sous-alimentation, qui s'élève à 47 pour cent de la population, demeure de loin le plus élevé de la région.

17

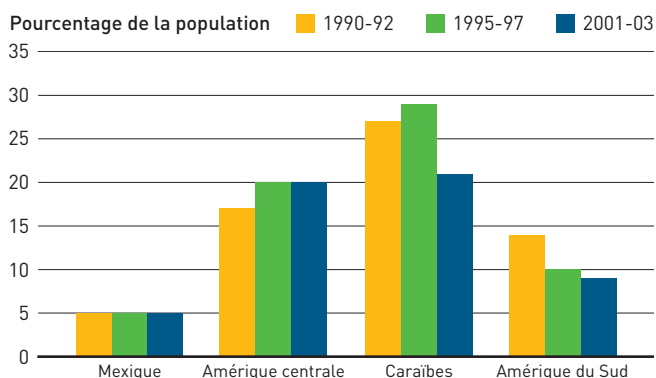
### Nombre de personnes sous-alimentées: Amérique latine et Caraïbes



Source: FAO

18

### Proportion de personnes sous-alimentées: Amérique latine et Caraïbes



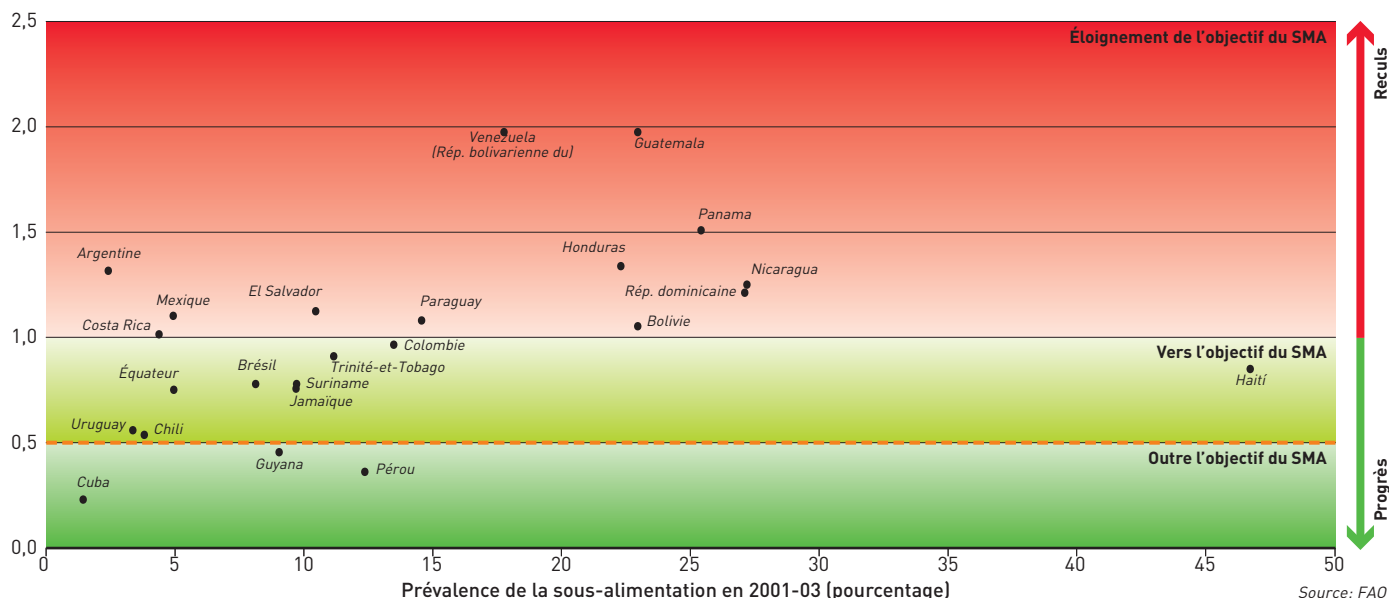
Source: FAO

# La sous-alimentation dans les régions

19

## Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays d'Amérique latine et des Caraïbes

Ratio: chiffre actuel par rapport à la période de référence (2001-03/1990-92)



### Progrès réalisés au Brésil

Entre 1990-92 et 2001-2003, le nombre de personnes souffrant de la faim au Brésil est tombé de 18,5 à 14,4 millions de personnes et le taux a été ramené de 12 à 8 pour cent de la population. Avec un apport énergétique moyen de 3 060 kcal par jour (en 2001-03), le Brésil a des disponibilités alimentaires suffisantes pour nourrir sa population, mais l'accès à la nourriture est compromis par une répartition très inégale des revenus et des terres.

Au début des années 90, le Brésil a connu la récession et une crise de la dette. De grandes réorientations ont été mises en œuvre en vue de stabiliser la situation macroéconomique; elles ont été accompagnées d'une augmentation des dépenses publiques consacrées aux programmes sociaux. Les indicateurs sociaux se sont alors améliorés, mais le pays reste encore confronté à une pauvreté gén-

ralisée et l'insécurité alimentaire des groupes ayant les revenus les plus bas.

En 2003, le gouvernement a lancé le Programme faim zéro (Programa Fome Zero) afin d'améliorer rapidement la sécurité alimentaire de 44 millions de personnes. Ses principaux volets ont pour but d'améliorer les revenus, d'accroître les disponibilités d'aliments de base, de renforcer l'accès aux aliments et de lutter d'urgence contre la faim et la malnutrition par des interventions ciblées. Un programme social important, Bolsa Família, lancé en octobre 2003, prévoit à certaines conditions des transferts de revenus en faveur des familles pauvres. Les conditions imposées sont notamment la fréquentation scolaire et des visites médicales. Le gouvernement prévoit, pendant 2006, d'atteindre tous les ayants droit – dont le nombre s'établit au total, selon les estimations, à 11,2 millions de personnes.

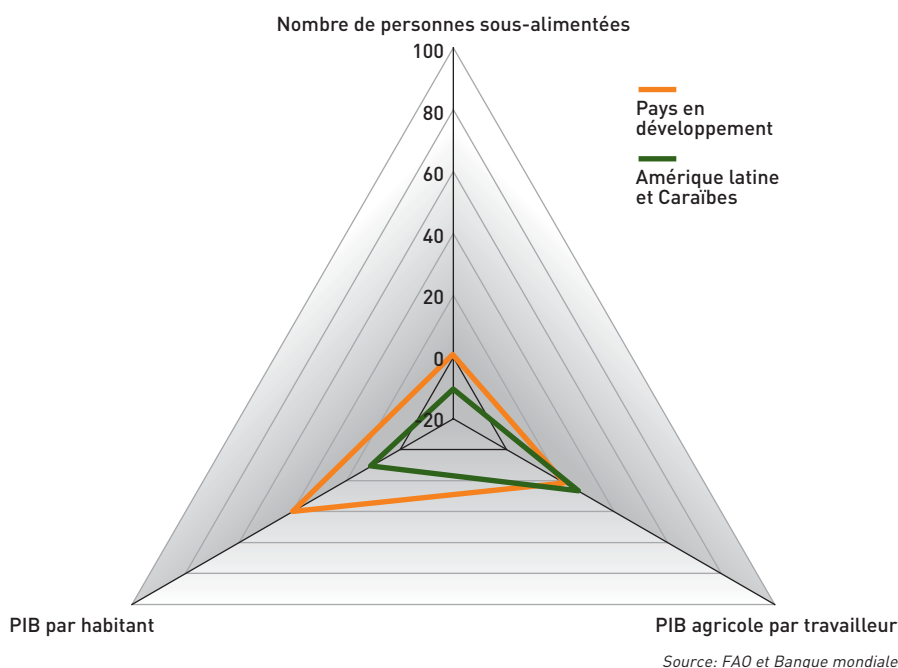
### Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

Globalement, les disponibilités énergétiques alimentaires par habitant sont plus importantes dans la région que dans la région Asie et Pacifique et en Afrique subsaharienne, et le PIB par habitant est le plus élevé des régions des pays en développement. L'un des facteurs principaux de l'insécurité alimentaire dans la région est la forte inégalité des revenus, qui tient elle-même à l'inégalité de l'accès aux moyens de production<sup>18</sup>. L'inégalité est à l'origine d'une répartition non uniforme des fruits de la croissance économique et elle freine la réduction de la pauvreté.

La région est plus urbanisée que d'autres régions des pays en développement, mais dans de nombreux États, la part de la population rurale est encore élevée. De surcroît, dans la plupart des pays, l'incidence de la pauvreté extrême



## Sous-alimentation, PIB par habitant et PIB agricole par travailleur (variation en pourcentage entre 1990-92 et 2001-03)



me et de l'insécurité alimentaire est plus forte en milieu rural que dans les zones urbaines. Le développement rural et agricole a un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre la faim et la pauvreté extrême, en particulier en ce qui concerne les petits producteurs et les communautés autochtones. Il est particulièrement important d'assurer l'accès des pauvres aux moyens de production – terre, capital, technologie et éducation.

L'économie vivrière est caractérisée par de profonds changements structurels – la diffusion de nouvelles formes de vente au détail des aliments, en particulier dans les supermarchés et les hypermarchés, et la concentration de l'industrie alimentaire. L'un des défis à relever consiste à faire en sorte que les petits agriculteurs et les agriculteurs les plus pauvres ne soient pas marginalisés.

Dans de nombreux pays, les recettes d'exportation sont essentielles pour permettre l'importation d'aliments de base.

Pour les pays à forte concentration de produits d'exportation, les recettes d'exportation et les moyens d'existence des personnes qui sont tributaires de l'agriculture et des activités connexes sont à la merci des fluctuations des cours mondiaux. Par exemple, la chute des cours du café de ces dernières années a eu des répercussions graves sur la sécurité alimentaire dans les pays d'Amérique centrale.

Dans plusieurs pays de la région, la vulnérabilité aux phénomènes naturels fragilise les couches les plus pauvres de la population. On peut citer à cet égard, pour la décennie écoulée, le phénomène El Niño, qui a provoqué sécheresses et inondations dans les pays des Caraïbes, d'Amérique centrale et des Andes en 1997 et 1998, et les ouragans Georges et Mitch, qui ont provoqué des pertes de vies humaines, détruit des récoltes et des infrastructures dans de nombreux pays des Caraïbes et d'Amérique centrale en 1998.

## Aggravation de l'insécurité alimentaire au Guatemala

Entre 1990-92 et 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées au Guatemala a doublé, atteignant 2,8 millions de personnes, et le taux est passé de 16 à 23 pour cent de la population, dont 31 pour cent vivent dans un état de pauvreté extrême, avec 80 pour cent dans les zones rurales<sup>1</sup>. La plupart des ruraux pauvres sont autochtones et sont tributaires de l'agriculture de subsistance ou des travaux agricoles. Depuis longtemps, l'une des contraintes est l'inégalité de l'accès aux moyens de production. On estime que 2 pour cent de la population possèdent 72 pour cent des terres agricoles, tandis que les petites exploitations de moins de 7 ha (87 pour cent) ne contrôlent que 15 pour cent des terres<sup>2</sup>. La productivité des petits agriculteurs est freinée par l'insuffisance des infrastructures et les faibles niveaux d'éducation et de dépenses sociales dans les zones rurales. Les dépenses sociales sont parmi les plus basses de la région, bien qu'elles aient augmenté depuis 1990<sup>3</sup>. L'insécurité alimentaire a aussi été aggravée par les catastrophes naturelles. Parmi les récents événements, il faut citer les effets d'El Niño, suivi de l'ouragan Mitch en 1998, d'une sécheresse en 2001 et de l'ouragan Stan en octobre 2005. Ce dernier a provoqué des pertes d'une valeur de 3,4 pour cent du PNB<sup>4</sup>.

En 2000, la production de café représentait 18 pour cent du PIB agricole, 4 pour cent du PIB total et 19 pour cent des recettes des exportations, et 30 pour cent des emplois ruraux. La baisse des cours mondiaux du café à partir de la fin des années 90, a gravement érodé la rentabilité, à la fois pour les petits producteurs et pour les moyennes et grandes plantations, qui représentent 80 pour cent de la production totale. Les pertes totales du secteur en 2001 s'établissent à 125 millions de dollars EU. Le fléchissement de la demande de main-d'œuvre agricole a entraîné des pertes équivalant à 78 000 emplois à plein temps et une baisse des salaires journaliers ruraux<sup>5</sup>.

Notes: Voir page 40.



# La sous-alimentation dans les régions

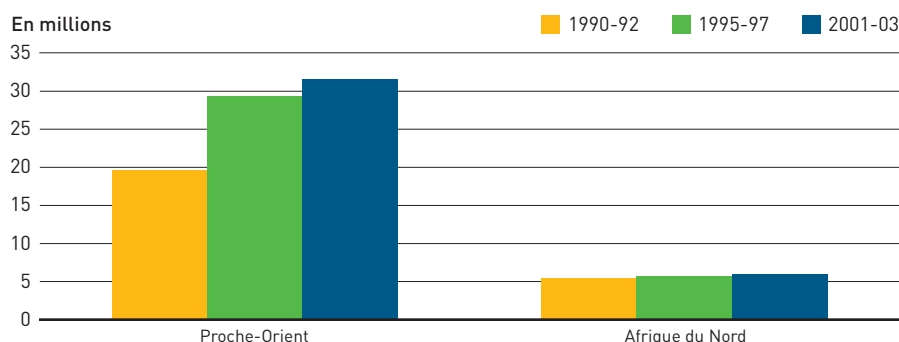
## Proche-Orient et Afrique du Nord

Avec 9 pour cent de la population souffrant de sous-alimentation, la région Proche-Orient et Afrique du Nord est celle où le taux de sous-alimentation est le plus faible des régions en développement. Cette différence s'explique en grande partie par des revenus relativement supérieurs et/ou une tradition de soutien en matière d'alimentation et de politiques de subvention dans certains pays. La région abrite environ 5 pour cent des personnes sous-alimentées et environ 8 pour cent de la population des pays en développement.

Même si elle est relativement faible, l'insécurité alimentaire est chronique. En réalité, elle augmente en valeur absolue et la prévalence de la faim s'accroît. Entre 1990-92 et 2001-03, son taux est passé de 8 à 9 pour cent, ce qui associé à des taux de croissance démographique élevés, a entraîné une augmentation du nombre de personnes sous-alimentées, qui est passé de 25 millions à 38 mil-

21

### Nombre de personnes sous-alimentées: Proche-Orient et Afrique du Nord



Source: FAO

lions. Si l'on exclut l'Afghanistan et l'Iraq (pour lesquels les données sont rares), le nombre de personnes sous-alimentées et la prévalence de la sous-alimentation ont quand même augmenté, passant respectivement de 15 à 20 millions et de 5 à 6 pour cent.

Dans les pays de la région (abstraction faite de l'Afghanistan et de l'Iraq), seul le Yémen souffre d'une insécurité alimentaire très élevée; plus d'un tiers de la population y souffre de sous-alimentation chronique. Dans les autres pays, à l'exception de la Jordanie et du

### Aggravation de l'insécurité alimentaire au Yémen

Au Yémen, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté, passant de 4,2 millions en 1990-92 à 7,1 millions en 2001-03, et le pourcentage de personnes sous-alimentées est passé de 34 à 37 pour cent de la population. Le pays, qui compte parmi les pays à faible revenu, est largement tributaire des importations alimentaires. L'apport énergétique journalier moyen de 2 020 kcal par personne (2001-03) a légèrement diminué, puisqu'il était de 2 040 kcal en 1990-92. La croissance démographique du Yémen, qui compte parmi les plus élevées du monde, exerce des contraintes considérables sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire du pays et sur la base de ressources naturelles. En règle générale, les indicateurs sociaux se sont améliorés depuis 1990, mais ils n'en demeurent pas moins faibles; le Yémen figure au 151<sup>e</sup> rang (sur 177) au classement de l'indicateur de développement humain 2005 du PNUD.

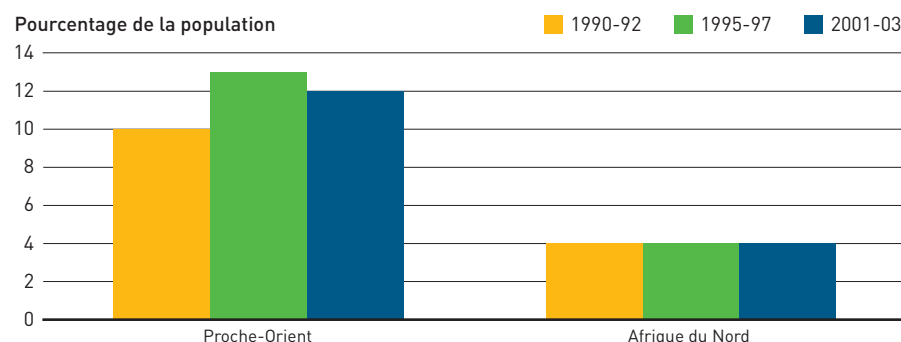
Environ trois quarts de la population et plus de 80 pour cent des pauvres vivent en zone rurale et l'agriculture emploie près de 50 pour cent de la main-d'œuvre. La production agricole n'a pas été en mesure de suivre le rythme soutenu de la croissance démographique et la dépendance par rapport aux importations agricoles s'est nettement aggravée.

Le développement rural est d'une importance vitale pour l'amélioration de la sécurité alimentaire. Le secteur agricole est grevé par une faible productivité, due au manque des investissements, aux mauvais approvisionnements en eau et à la pénurie de terres arables. L'épuisement rapide des eaux souterraines pourrait être le principal problème du pays et du secteur. Environ 42 pour cent des terres cultivées sont irriguées et plus de 75 pour cent des terres irriguées utilisent des eaux souterraines. La garantie d'une utilisation durable des rares ressources hydriques est d'une importance vitale pour le développement des zones rurales.

Un autre point souvent mentionné pour ce qui est du Yémen est la production et l'utilisation de qat, dont les feuilles aux propriétés excitantes sont mastiquées, qui font concurrence à la production alimentaire en ce qui concerne les ressources, notamment l'eau, et les dépenses alimentaires des ménages. Le gouvernement a lancé une campagne contre la consommation de qat et les agriculteurs sont encouragés à délaisser le qat au profit de cultures à haute valeur ajoutée destinées à l'exportation, dans le but d'augmenter l'efficacité d'utilisation de l'eau.



## Proportion de personnes sous-alimentées: Proche-Orient et Afrique du Nord



Maroc, la prévalence de la sous-alimentation est inférieure à 5 pour cent.

Les progrès réalisés par chaque pays en vue d'atteindre l'objectif défini lors du SMA sont présentés à la Figure 23. Seul le Koweït a atteint l'objectif du SMA, mais les résultats en matière de lutte contre la faim, qui semblent spectaculaires, doivent être considérés dans le

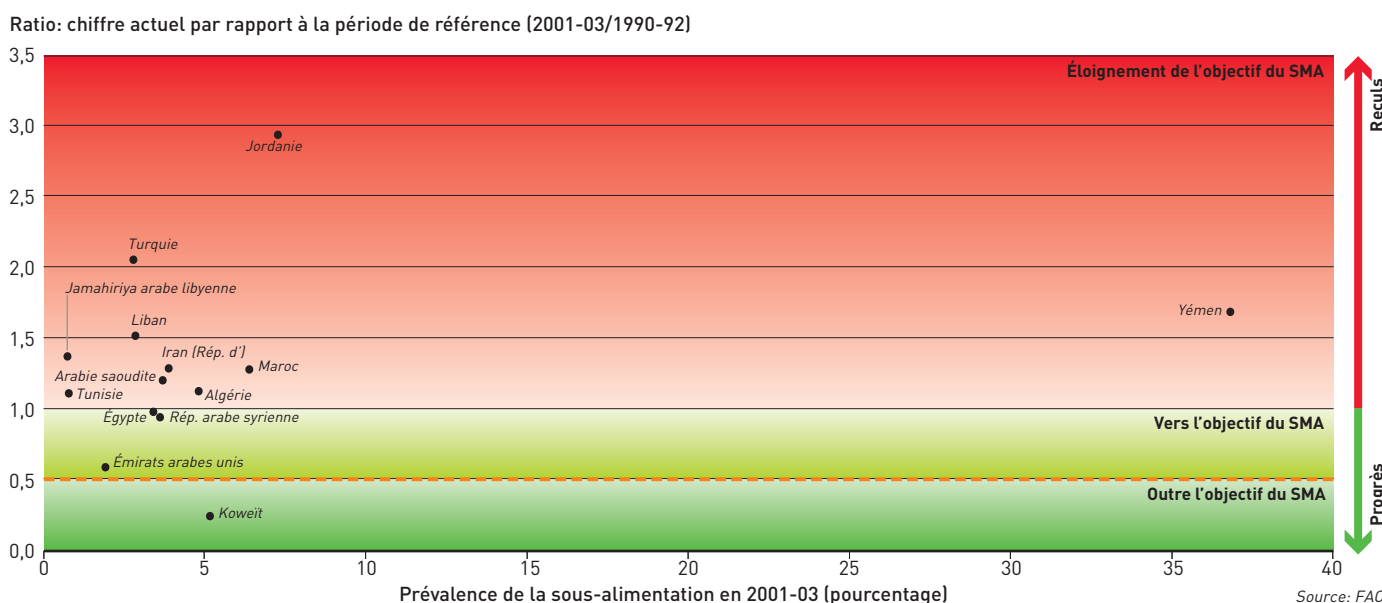
contexte d'une sous-alimentation exceptionnellement élevée pendant la période de référence du SMA, due à l'occupation de la part de l'Iraq et à la première guerre du Golfe. Les Émirats arabes unis ont nettement diminué le nombre de personnes sous-alimentées et porté la prévalence de la sous-alimentation à un niveau très bas. En Syrie et en Égypte,

le nombre de personnes souffrant de la faim a légèrement diminué et la prévalence, qui est inférieure à 5 pour cent dans les deux pays, a été réduite de manière légèrement plus significative. Dans les autres pays (en particulier la Jordanie et le Yémen), les chiffres ont augmenté.

### Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

La région est nettement tributaire des importations alimentaires et les recettes en devises sont un élément décisif de la sécurité alimentaire. Les fluctuations du prix du pétrole (principale source de recettes d'exportation) ont une incidence directe sur l'économie des pays exportateurs et indirecte sur les pays non exportateurs de pétrole, en particulier grâce aux envois de fonds des travailleurs émigrés dans d'autres pays de la région. Ainsi, la chute des prix du pétrole enregistrée dans les années 90 a eu un impact

## Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord





# La sous-alimentation dans les régions

## Hausse de la sous-alimentation en Jordanie

De 1990-92 à 2001-03, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté, passant de 100 000 à 400 000, et la prévalence de la sous-alimentation a augmenté de 4 à 7 pour cent de la population. Faute de ressources, en particulier d'eau, la Jordanie est largement tributaire des importations alimentaires. L'agriculture ne représente que 3 pour cent du PIB et n'emploie que 10 pour cent de la main-d'œuvre.

L'économie jordanienne est très nettement influencée par des facteurs externes, et sa performance est étroitement liée aux fluctuations des prix du pétrole ces deux dernières décennies, ainsi qu'aux conflits qui ont miné la région. Après une longue période de marasme, qui avait débuté au milieu des années 80, la Jordanie retrouve une croissance économique régulière. Malgré une dette

extérieure considérable, le gouvernement a réussi à canaliser les dépenses publiques vers des activités sociales, comme les secteurs de la santé et de l'éducation. Cependant, le chômage est encore élevé et la pauvreté perdure, malgré une légère amélioration. Bien que moins de 2 pour cent de la population se trouvent en dessous du seuil international de pauvreté fixé à un dollar EU par jour par la Banque mondiale, 7 pour cent disposent de moins de 2 dollars EU par jour. Avec une hausse de la main-d'œuvre de 4 pour cent par an, la pénurie d'emplois est aujourd'hui considérée comme le principal obstacle à la sécurité alimentaire. À plus long terme, de graves pénuries d'eau pourraient entraver la croissance et les perspectives de développement du pays.

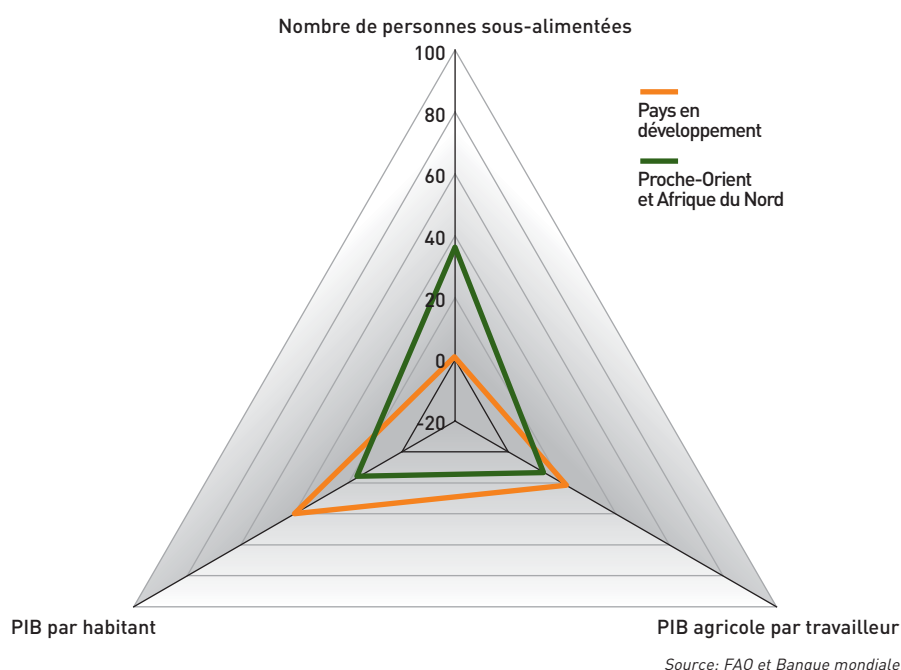
négalif sur la sécurité alimentaire de la région, mais la reprise actuelle, qui a débuté en 2002, est un puissant moteur économique.

La majorité des pauvres de la région (environ 70 pour cent) vivent en zone rurale, alors que la population rurale représente 43 pour cent de la population globale<sup>19</sup>. Pour les communautés rurales, l'agriculture reste la principale source d'emploi et de revenu et représente le moteur de l'économie rurale. Les performances du secteur sont assujetties à des conditions météorologiques aléatoires, notamment en ce qui concerne les précipitations. À l'exception de l'Égypte, où la plupart des terres agricoles sont irriguées, la sécheresse entraîne souvent de graves déficits de production et exerce des contraintes considérables sur les revenus agricoles et les dépenses d'importations alimentaires. L'aggravation de la pénurie d'eau dans la région freine l'expansion agricole et compromet les moyens d'existence des populations agricoles et rurales. L'amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau et des pratiques de gestion est décisive pour l'amélioration des rendements agricoles et des économies rurales.

La région est confrontée à un défi de taille: faire face aux besoins alimentaires croissants dus à une croissance démographique élevée. Dans ce contexte, les importations alimentaires sont capitales pour la sécurité alimentaire et permettent d'économiser des ressources hydriques trop rares. Cependant, la région n'a pas encore réussi à développer les industries axées sur l'exportation qui pourraient lui permettre d'être moins tributaire des exportations de pétrole. Plusieurs pays sont également confrontés au défi de garantir des niveaux de croissance économique suffisants pour absorber l'expansion rapide de la main-d'œuvre.

24

## Sous-alimentation, PIB par habitant et PIB agricole par travailleur (variation en pourcentage entre 1990-92 et 2001-03)



# Afrique subsaharienne

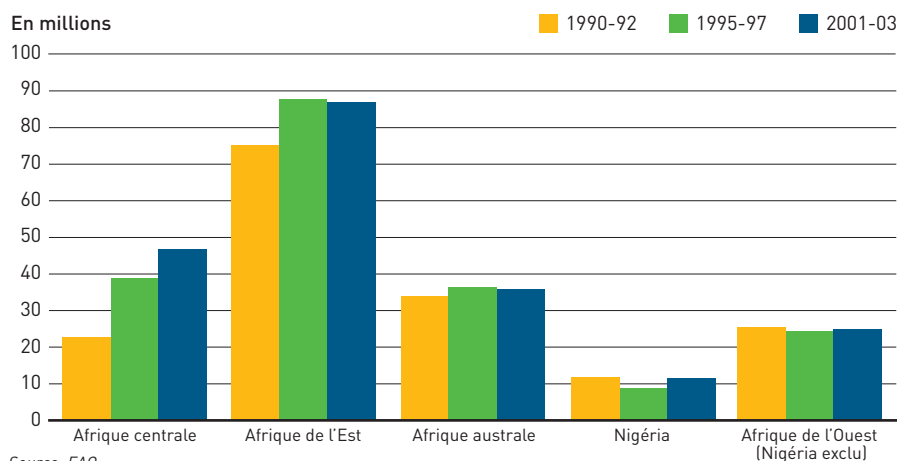
**L** Afrique subsaharienne représente 13 pour cent de la population et 25 pour cent du nombre de personnes sous-alimentées des pays en développement. Il s'agit de la région en développement où la proportion de personnes souffrant de faim chronique est la plus élevée: un tiers de la population. Dans 14 pays de la région, 35 pour cent de la population, voire plus, souffraient de sous-alimentation chronique en 2001-03.

En Afrique subsaharienne, la faim est un phénomène chronique et très répandu. De 1990-92 à 2001-03, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté, passant de 169 millions à 206 millions et seuls 15 des 39 pays pour lesquels des données sont disponibles ont réussi à faire baisser ces chiffres. Avec un taux de croissance annuel de près de 2,5 pour cent, la population de la région a connu une croissance plus rapide que celle du nombre de personnes souffrant de la faim, ce qui s'est traduit par une diminution de la prévalence de la sous-alimentation, qui est passée de 35 à 32 pour cent: cette prévalence a chuté dans 29 pays, mais a augmenté dans 10 autres.

Les mesures prises pour lutter contre la faim dans la région ont été entravées par des catastrophes naturelles ou anthropiques, notamment les conflits des années 90 et la propagation du VIH/Sida. En effet, l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées depuis la période de référence du SMA est principalement due à cinq pays minés par la guerre: Burundi, Érythrée, Libéria, République démocratique du Congo et Sierra Leone. À eux seuls, ces pays représentent 29 millions de l'augmentation totale de 37 millions du nombre de personnes sous-alimentées de la région. L'aggravation de l'insécurité alimentaire en République démocratique du Congo est particulièrement alarmante, le nombre de personnes sous-alimentées ayant triplé, passant de 12 millions à 36 millions

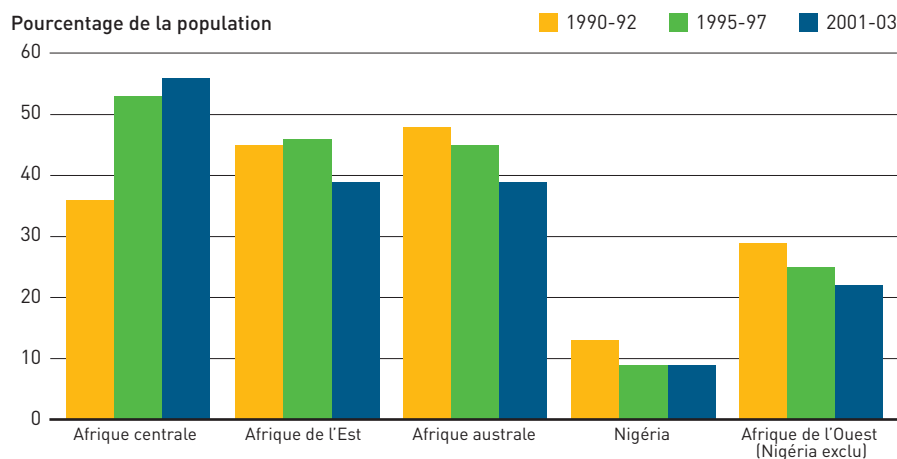
25

## Nombre de personnes sous-alimentées: Afrique subsaharienne



26

## Proportion de personnes sous-alimentées: Afrique subsaharienne



et la prévalence étant passée de 31 à 72 pour cent de la population. La conclusion évidente est qu'en Afrique subsaharienne, les conflits expliquent en grande partie l'absence de progrès sur la voie de l'objectif du SMA.

La persistance de la faim dans la région est illustrée par la Figure 27, qui présente les progrès réalisés par chaque pays en ce qui concerne l'objectif du SMA.

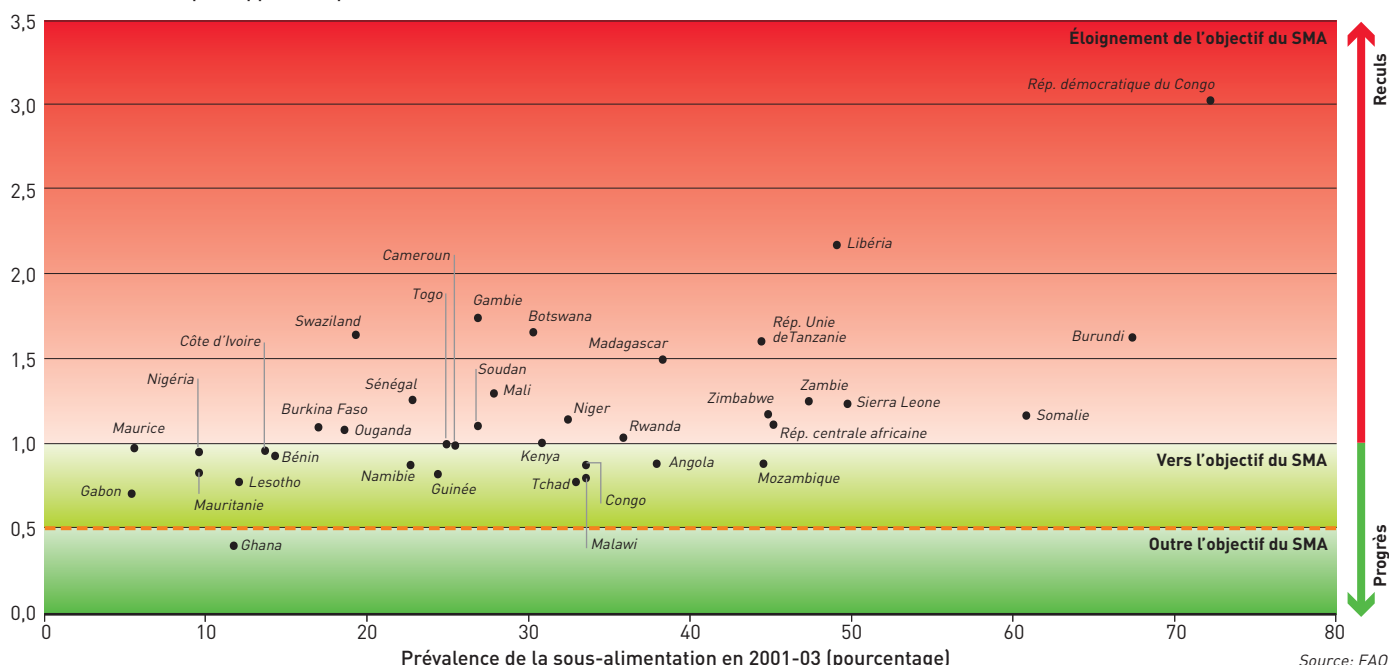
Outre le Ghana, qui a déjà atteint l'objectif, seul le Gabon a diminué de 25 pour cent, voire plus, le nombre de personnes sous-alimentées (le pays se trouve ainsi à mi-chemin concernant l'objectif). Parmi les autres pays ayant réussi à faire baisser le nombre de personnes sous-alimentées figurent l'Angola, le Bénin, le Congo, l'Éthiopie, la Guinée, le Lesotho, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique,

# La sous-alimentation dans les régions

27

## Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays d'Afrique subsaharienne

Ratio: chiffre actuel par rapport à la période de référence (2001-03/1990-92)



la Namibie et le Tchad. Au Nigéria et en Côte d'Ivoire, ces chiffres n'ont que légèrement baissé, mais la prévalence de la sous-alimentation a diminué.

### Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

Parmi les pays se démarquant pour avoir réussi à faire diminuer de manière significative le nombre de personnes sous-alimentées figurent l'Éthiopie, le Ghana et le Mozambique. En Éthiopie, ce nombre a chuté de 6 millions (17 pour cent), passant de 38 à 32 millions, de 1993-95<sup>20</sup> à 2001-03, la prévalence de la sous-alimentation ayant chuté de 61 à 46 pour cent. En valeur relative, les résultats du Ghana étaient encore plus remarquables. Le nombre de personnes sous-alimentées a diminué, passant de 5,8 millions à 2,4 millions

(59 pour cent) et la prévalence de la sous-alimentation est passée de 37 à 12 pour cent. Au Mozambique, le nombre de personnes sous-alimentées a diminué de 900 000 personnes (soit 10 pour cent) et la prévalence de la sous-alimentation est passée de 66 à 45 pour cent. Bien que les raisons de ce succès varient selon les pays ayant obtenu les meilleurs résultats, il semblerait que

ces derniers aient associé à de bonnes performances de croissance économique une expansion considérable de la production agricole par habitant ou, en particulier, de la production alimentaire par habitant. Les principaux résultats de ces trois pays sont présentés dans le tableau.

La croissance de la production alimentaire joue un rôle clé dans la lutte

### Performance économique et agricole en Éthiopie, au Ghana et au Mozambique

	Taux de croissance annuelle par habitant, 1990-2003		
	PIB	PIB agricole (pourcentage)	Production alimentaire
Éthiopie*	2,0	-1,0	2,3
Ghana	1,8	1,1	3,3
Mozambique	4,5	2,8	1,6

\* Pour l'Éthiopie, les taux de croissance correspondent à la période 1993-2003.

Source: FAO et Banque mondiale.



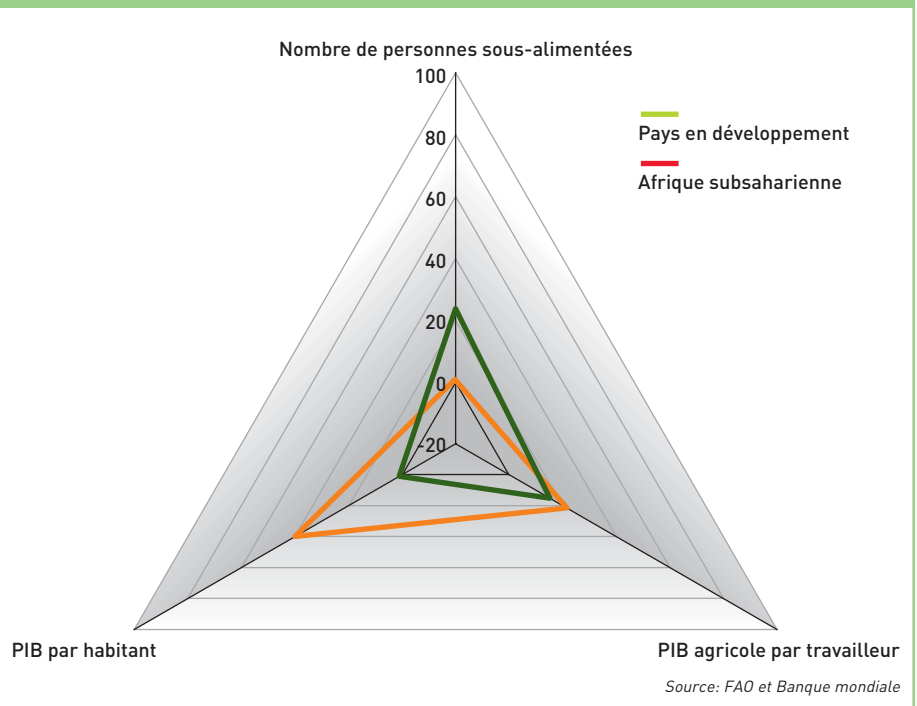
contre la faim en Afrique subsaharienne. Il a été établi que les hausses de la production alimentaire conditionnées par la productivité ont un impact positif considérable sur l'économie rurale et se traduisent par une augmentation des disponibilités alimentaires et une réduction des prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux. Parallèlement, la hausse des revenus des petits exploitants (qui sont les principaux producteurs de produits de base) stimule les activités économiques rurales en créant une hausse de la demande pour les produits d'autres secteurs liés à l'agriculture (transformation et services agricoles, etc.) ou qui fournissent des biens de consommation aux agriculteurs.

Dans 12 pays de la région, la baisse de la prévalence de la sous-alimentation n'a pas suffi à entraîner une baisse du nombre de personnes sous-alimentées. Ces pays sont répartis de façon relativement égale sur le continent. Dans la plupart, un facteur commun semble se dégager: la production alimentaire par habitant a soit diminué, ou n'a augmenté qu'à un rythme lent. Le Burkina Faso, l'Ouganda et la Zambie appartiennent à ce groupe.

En Ouganda, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de 4,2 à 4,6 millions de 1990-92 à 2001-03, alors que la prévalence de la sous-alimentation a chuté de 24 à 19 pour cent et que le PIB par habitant enregistrerait une forte croissance, avec un taux annuel moyen de 3,8 pour cent et un taux de croissance moyen modeste pour le PIB agricole par habitant (1 pour cent). L'apport énergétique alimentaire moyen a également augmenté, passant de 2 270 à 2 380 kcal/personne/jour, malgré une baisse de la production alimentaire par habitant. L'augmentation de l'apport énergétique a été principalement due à des hausses importantes des importations alimentaires commerciales et de l'aide alimentaire. Même si dans l'ensemble les approvisionnements alimentaires ont

28

### Sous-alimentation, PIB par habitant et PIB agricole par travailleur (variation en pourcentage entre 1990-92 et 2001-03)



augmenté, la hausse des revenus ruraux qui pourrait se produire si d'ultérieurs approvisionnements provenaient de la production nationale ne s'est pas concrétisée.

En Zambie, la prévalence de la sous-alimentation est demeurée quasiment la même (de 48 à 47 pour cent) et le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de 4,0 millions à 5,1 millions. Dans l'ensemble, les résultats économiques et agricoles étaient inégaux. En effet, le PIB par habitant a diminué à un taux annuel de 0,9 pour cent, alors que le PIB agricole par habitant a augmenté au rythme de 1,0 pour cent par an. En revanche, la production alimentaire par habitant a diminué à un taux annuel de 0,9 pour cent.

Au Burkina Faso, la diminution de la prévalence de la sous-alimentation, qui est passée de 21 pour cent à 17 pour cent de 1990-92 à 2001-03, n'a pas suffi à empêcher l'augmentation du nombre

de personnes sous-alimentées, qui est passé de 1,9 million à 2,1 millions. La production alimentaire par habitant a augmenté au même taux moyen qu'au Mozambique (1,6 pour cent par an). Par contre, la croissance par habitant du PIB et du PIB agricole a été plus modeste à des taux annuels moyens de 1,7 et 1,1 pour cent respectivement. Les importations alimentaires par habitant ont également légèrement augmenté. En conséquence, l'apport énergétique moyen a légèrement augmenté, passant de 2 350 à 2 460 kcal/personne/jour pendant cette période. Cela a été suffisant pour assurer une réduction de la prévalence de la sous-alimentation, mais pas celle du nombre de personnes sous-alimentées.

# La sous-alimentation dans les régions

## Les pays en transition

Les pays à économie en transition forment un groupe extrêmement divers et cela doit être pris en considération lorsque l'on analyse les tendances du problème de la faim dans la région<sup>21</sup>. On estime que cette région regroupe 25 millions de personnes sous-alimentées, dont 21 millions vivent dans la Communauté des États indépendants (CEI).

Dans les pays qui ont adhéré récemment à l'Union européenne (UE)<sup>22</sup>, ainsi qu'en Roumanie, le niveau de sous-alimentation est généralement bas: 6 pour cent au plus. Les niveaux sont légèrement supérieurs dans les Balkans (Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Serbie-et-Monténégro et l'Ex-République yougoslave de Macédoine). Dans les pays de la CEI, la prévalence de la sous-alimentation est très variable: elle va d'environ 3 pour cent au Bélarus, dans la Fédération de Russie et en Ukraine, à 61 pour cent au Tadjikistan qui, avec l'Arménie et l'Ouzbékistan, est l'un des pays qui connaissent les plus graves problèmes d'insécurité alimentaire.

Les progrès dans la réalisation de l'objectif du SMA pour les pays en transition se mesurent en utilisant la période 1993-95 comme référence<sup>23</sup>. Pour l'ensemble de la région, on constate une

légère augmentation du nombre de personnes sous-alimentées et de la prévalence de la faim. Alors que certains pays ont progressé dans une mesure variable, d'autres ont subi une forte détérioration de leur sécurité alimentaire.

Les progrès réalisés par chaque pays dans la voie de l'objectif du SMA apparaissent à la Figure 31. Parmi les pays qui ont atteint leur objectif, ceux qui ont obtenu les meilleurs résultats sont l'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Kirghizistan, qui tous, à partir de taux très élevés de prévalence de la faim, sont parvenus à réduire des deux tiers au moins le nombre de personnes sous-alimentées. L'Arménie qui, en 1993-95, enregistrait le plus fort taux de prévalence de la sous-alimentation (52 pour cent) dans la région, est parvenue à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées, mais, avec 29 pour cent de la population, la prévalence reste encore beaucoup trop élevée. Les autres pays ayant rempli l'objectif du SMA sont les suivants: Croatie, Estonie, Lituanie et l'Ex-République yougoslave de Macédoine. La Lettonie, la Fédération de Russie, la Slovaquie et le Turkménistan ont fait beaucoup de progrès sans toutefois parvenir à atteindre l'objectif du SMA.

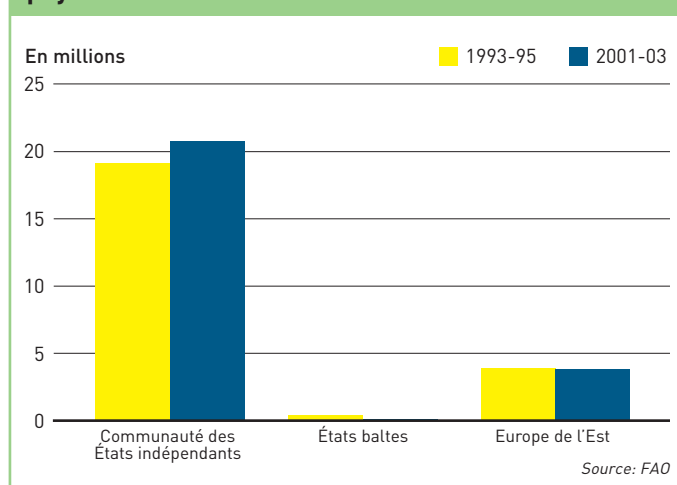
### Progrès en Azerbaïdjan et en Géorgie

L'Azerbaïdjan et la Géorgie, les deux pays qui sont parvenus à réduire le plus efficacement les niveaux de sous-alimentation qui étaient très élevés, sortaient de conflits armés au début des années 90. Leur économie a commencé à reprendre dans la deuxième moitié de la décennie, après le fort recul des années précédentes. La croissance économique a été l'un des facteurs déterminants de la forte réduction du nombre de personnes sous-alimentées dans ces deux pays: de 2,5 millions environ en 1993-95 à 0,7-0,8 million en 2001-03. Tous deux ont beaucoup progressé depuis 1993 dans la mise en œuvre de vastes réformes économiques et de mesures spécifiques au secteur agricole, notamment la privatisation des terres et des titres de propriété.

Quelques pays ont subi des revers, parfois très sévères. L'accroissement le plus élevé en termes relatifs concerne le Kazakhstan, mais la situation la plus grave est celle du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan qui ont tous deux été exposés à une situation de dégradation de la sécu-

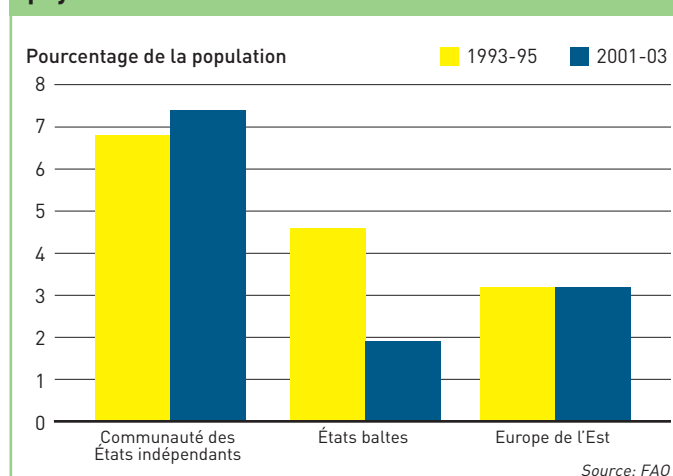
29

### Nombre de personnes sous-alimentées: pays en transition



30

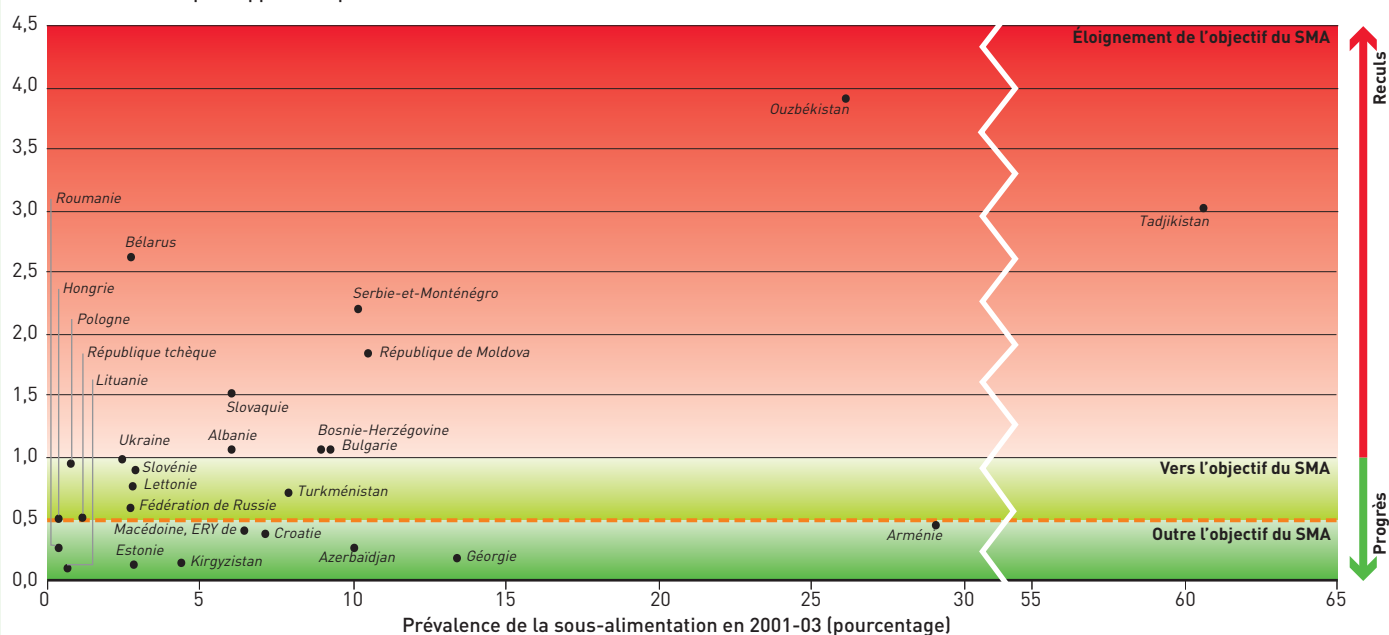
### Proportion de personnes sous-alimentées: pays en transition





## Nombre de personnes sous-alimentées: progrès et reculs des pays en transition

Ratio: chiffre actuel par rapport à la période de référence (2001-03/1990-92)



Note: Le Kazakhstan n'apparaît pas sur ce graphique (ratio 7,2, prévalence 8 pour cent).

Source: FAO

rité alimentaire et sont victimes de niveaux élevés de sous-alimentation.

### Lutte contre la faim: facteurs déterminant les progrès et les reculs

Les facteurs qui déterminent les progrès ou les reculs dans la lutte contre la faim dans la région sont variés. Bien souvent, l'insécurité alimentaire a été une conséquence directe de catastrophes anthropiques: guerres, conflits et instabilité politique et économique qui engendrent des problèmes de réfugiés et de personnes déplacées. L'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la République de Moldova, la Fédération de Russie et de nombreux pays des Balkans sont dans ce cas. Les catastrophes naturelles (sécheresse prolongée dans certaines parties de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la République de Moldova) ont également joué un rôle.

Plus généralement, l'insécurité alimentaire dans la région résulte de facteurs comme un faible développement économique dû à l'absence de politiques et d'infrastructures de soutien et à l'effondrement des programmes de protection sociale suite à la dissolution des systèmes économiques et politiques antérieurs aux années 90 dans les pays d'Europe de l'Est et de la CEI.

Entre 1990 et 2001, la pauvreté extrême, qui est mesurée à partir du pourcentage de la population vivant avec moins de 1 dollar EU par jour, est passée de 0,4 à 5,3 pour cent dans les pays de la CEI, et de 0,2 à 2,0 pour cent dans les pays en transition d'Europe du Sud-Est<sup>24</sup>. Toutefois, la moyenne des pays de la CEI masque l'existence de pays où les taux de pauvreté extrême sont exceptionnellement élevés, comme la République de Moldova (22 pour cent), l'Ouzbékistan (14 pour cent), l'Arménie

(13 pour cent), le Turkménistan (10 pour cent) et le Tadjikistan (7 pour cent)<sup>25</sup>.

Pour redresser la situation de la sécurité alimentaire, les efforts devront être ciblés sur des stratégies de développement en faveur des pauvres, notamment dans les zones rurales, qui regroupent plus de 50 pour cent de la population dans des pays comme la République de Moldova, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan et une très grande part aussi dans d'autres pays où la faim est généralisée. L'agriculture n'est pas le secteur prédominant dans l'ensemble de la région, mais elle reste importante dans les pays les plus pauvres et les résultats du secteur agricole détermineront les progrès futurs de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Dans les trois pays où les niveaux de sous-alimentation sont le plus élevés – Tadjikistan, Arménie et Ouzbékistan, l'agriculture représente 24, 23 et 31 pour cent du PIB, respectivement<sup>26</sup>.